



ÉTAT DES LIEUX DE LA BIODIVERSITÉ



~80% des vertébrés sont endémiques sur l'île Maurice



3e plus grande barrière de corail du monde par sa taille



94% espèces de reptiles sont endémiques



691 espèces de plantes à fleurs, dont 273 endémiques



Les chauve-souris sont les seules espèces de mammifères indigènes

Le climat tropical de l'île Maurice, associé à des formations géologiques et topographiques uniques ainsi qu'à des millions d'années d'isolement et d'adaptation, a favorisé une biodiversité unique avec un **fort taux d'endémicité**. Le territoire se divise en trois grands ensembles : zones montagneuses, plaines & glaciers volcaniques et zone littorale. De par sa configuration insulaire dans l'Océan Indien, Maurice est sous une influence climatique tropicale humide avec une période cyclonique principale de 5 mois entre Décembre et Avril. A cause de la destruction massive de ses écosystèmes naturels, Maurice est devenue très vulnérable au changement climatique et l'on observe d'ailleurs une augmentation des températures moyennes maximales et le changement des régimes de précipitations. Avant les premiers colons au XVIIe siècle, les chauves-souris étaient les seuls mammifères vivant à Maurice et à Rodrigues, mais depuis, leurs habitats naturels ont été massivement détruits par l'activité humaine, accompagné de l'introduction de nombreuses espèces exotiques envahissantes, entraînant la perte d'une grande partie de la flore et de la faune endémiques et indigènes. L'île compte **44 aires protégées**, incluant des réserves naturelles, 10 parcs nationaux dont 8 îlots, des zones de conservation et des parcs marins, certaines de ces zones étant reconnues pour leur flore et leur faune uniques.

INDICATEURS DE DÉCLIN DE LA BIODIVERSITÉ

Especies endémiques par catégories IUCN

Catégories IUCN	Nombre d'espèces endémiques	Nombre d'espèces totales	% d'espèces endémiques
Eteinte au niveau mondial	17	47	36 %
Eteint à l'état sauvage	1	1	nd
En danger critique	25	92	27 %
En danger	13	197	13 %
Vulnérable	7	101	7 %
Quasi menacé	4	43	9 %
Préoccupation mineure	3	2122	<1 %
Données insuffisantes	18	179	

Indices de perte d'habitats



Champ de canne à sucre, Flac-en-Flac - Getty Images

Avec moins de 1,6% de couverture forestière native de bonne qualité préservée à Maurice et aucune à Rodrigues, elles représentent deux des îles les plus écologiquement dévastées au monde.

Des espèces menacées

En seulement 370 ans environ de présence humaine, les îles de Maurice et Rodrigues (à l'origine vierges et regorgeant d'espèces endémiques) sont devenues parmi les îles les plus touchées sur le plan écologique au niveau mondial : sur 28 espèces d'oiseaux terrestres, 12 ont survécu, dont neuf sont en danger d'extinction. Parmi les 18 reptiles endémiques connus, 13 existent encore, mais sept sont confinés aux îlots. Maurice abrite également 39 espèces indigènes de papillons, dont cinq endémiques. Parmi les trois espèces de chauves-souris frugivores, seule *Pteropus niger*, appelée aussi roussette noire, subsiste, classée en danger par l'UICN. L'île est également tristement célèbre pour avoir abrité le dodo (*Raphus cucullatus*), espèce dorénavant éteinte.

QUELS SONT LES FACTEURS DE PERTE DE BIODIVERSITÉ ?



Especies envahissantes

Principale menace pesant sur la biodiversité terrestre, l'invasion par des espèces exotiques envahissantes est favorisée par le changement d'utilisation des terres, le développement économique, et l'introduction de nouvelles espèces. Celles introduites par l'arrivée des néerlandais sur l'île sont aujourd'hui largement rependues. Entre les XVIIIe et XIXe siècles, la législation a même favorisée ces importations exotiques.



Changement climatique

Entre 1950 et 2015, la pluviométrie a baissé de 8%, et les températures ont continué d'augmenter. D'ici 2050, le niveau de la mer pourrait monter de 16 cm et la fréquence du blanchissement corailien va augmenter. Une baisse de 12% des ressources en eau douce est attendue d'ici 2030.



Changement utilisation des terres / mers

La forte demande en immobilier et terrains de construction qui accompagne le développement des activités touristiques, exerce une forte pression sur les terres disponibles. La multiplication des usages de la mer (plongée, etc.), associé à un contrôle et gestion insuffisants des usages, constitue une menace pour les habitats et les espèces.



Pollution

Les déchets marins, la pollution industrielle (textile), agricole (produits phytosanitaires) et liée à l'urbanisation (ruissellement des eaux - pollution des rivières et du lagon) menacent les écosystèmes, les mammifères marins (dauphin, baleines à bosses, cachalots) mais aussi tortues, requins et oiseaux marins.



Surexploitation des ressources

La surpêche, liée notamment à la pêche thonnière industrielle, et les mauvaises pratiques de pêche, dont l'utilisation de dispositifs de concentration de poissons (DCP) pour le thon, menacent les ressources marines de Maurice. La pêche illégale, amplifiée par l'usage d'engins interdits et la capture d'espèces protégées comme les tortues, aggrave cette pression.

SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

Croissance économique
Mauvaise gestion des terres et de l'eau
Faible autonomie alimentaire
Forts enjeux autour de l'économie bleue

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES CLÉS

Agriculture

Industrie manufacturière

Pêche

Tourisme

Services financiers et d'assurance

FACTEURS DIRECTS DE PERTE DE LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation des ressources naturelles



Changement climatique



Changement d'utilisation des terres / mers



Pollution



Espèces exotiques envahissantes



FACTEURS INDIRECTS DE DÉGRADATION DE LA BIODIVERSITÉ



Surexploitation des ressources naturelles

Baisse du renouvellement des populations

Epuisement accéléré des ressources naturelles

Perte et disparition d'espèces et d'écosystèmes natifs



Changement climatique

Baisse de 12 % des ressources en eau

Perturbation et perte des écosystèmes

Erosion côtière, perturbation des habitats marins et migration des espèces au niveau des herbiers marins

Élévation du niveau des mers & inondation des terres

Dégradation des récifs coralliens : baisse de la productivité de la faune/flore marine, diminution de la protection des côtes



Changement d'utilisation des terres / mers

Fragmentation / perte d'habitats

Séparation des populations (perte du corridor biologique)

Erosion, sédimentation Piétinement des coraux

Changement de l'aire de répartition



Pollution

Dégradation des récifs coralliens (blanchissement)

Pollution physico-chimique de l'eau, perturbation des écosystèmes, intoxication de la faune

Emission CO2, dégradation qualité de l'air



Espèces exotiques envahissantes

Diminution de la population des espèces indigènes

Diminution de la superficie, perte et/ou modification des habitats

Changement de l'aire de répartition des espèces

Introduction par l'homme et développement des activités anthropiques

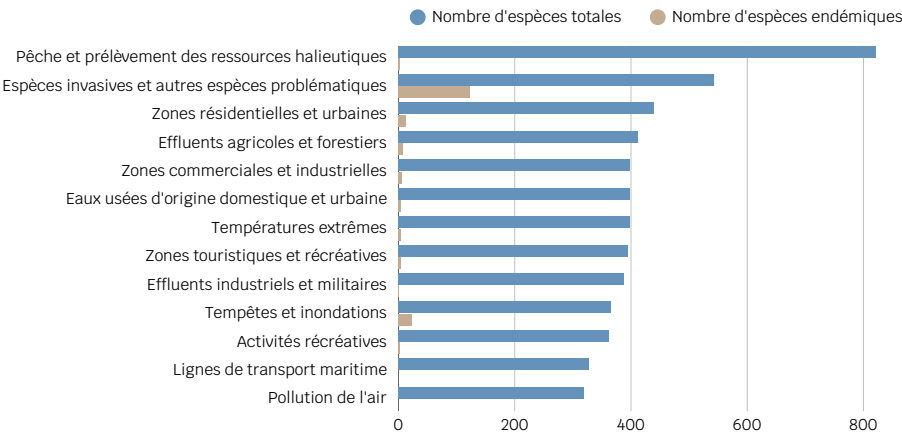
Maladies

À Maurice, les **espèces exotiques envahissantes** (ex : le goyavier de Chine *Psidium cattleianum*), certains oiseaux (le martin triste *Acridotheres tristis*), les **prédateurs** introduits (chat, rat, singe) et les maladies représentent les principales menaces pour la biodiversité. De manière plus générale, le changement d'utilisation des terres, la fragmentation/disparition des habitats et le changement climatique figurent parmi les **principaux facteurs de perte de biodiversité**, jouant un rôle direct ou indirect dans sa dégradation.



Plage touristique devant le Morne Brabant - Getty Images

Principaux facteurs de perte de la biodiversité à Maurice



Nombre d'espèces recensées par la Liste rouge de l'UICN impactées par le facteur

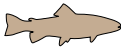
CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES MARQUANTES



État insulaire d'environ 1,25 million d'habitants, l'île Maurice a connu une profonde transformation économique au fil des décennies, passant d'une situation de faible revenu et de forte dépendance à la canne à sucre dans les années 1960 à une économie de services dynamique et diversifiée reposant sur plusieurs piliers clés : i) le secteur des services - **services financiers et d'assurance**, le **tourisme**, le commerce de détail et les services professionnels - contribuant pour près de 68 % au PIB (le secteur du tourisme contribue à près de 14% au PIB avec 1,3 million de touristes en 2023) ; ii) **l'industrie manufacturière** (environ 17% du PIB et emploie une part importante de la main-d'œuvre), dominée par le textile, l'agroalimentaire et la production de produits chimiques ; et iii) **l'agriculture** : (environ 3% du PIB et environ 6% de la main-d'œuvre). Le principal produit agricole est la canne à sucre, occupant 78% de la surface agricole utilisée.

Maurice **importe 77 % de ses aliments** (2023). La croissance économique, ainsi que l'évolution des modes de production, de consommation et de prestation de services exercent une pression sur l'environnement comme jamais auparavant.

GRANDS ENJEUX POUR LE SECTEUR PRIVÉ EN LIEN AVEC LA BIODIVERSITÉ



Secteur de la pêche

Maurice possède une Zone Economique Exclusive de 2 million de km², exploitée au travers de la **pêche artisanale, la pêche sportive, la pêche hauturière et la pêche thonière**. Maurice constitue une base majeure pour la flotte thonière dans l'Océan Indien (transbordement du thon, entretien de la flotte, etc.). Mis en place avec succès dans les années 80, les DCP ont encouragé les pêcheurs à travailler dans les zones un peu plus éloignées de la barrière de corail (réduisant la pression sur le lagon mais ayant un impact majeur sur la biodiversité). La menace majeure qui pèse sur la ressource halieutique aujourd'hui reste la **pêche illégale** due principalement à la flotte semi-industrielle étrangère.



Economie bleue

L'économie bleue à Maurice représente un secteur stratégique comprenant plusieurs secteurs, dont la **pêche, le tourisme côtier, l'aquaculture et les énergies renouvelables**. Devenues l'un des principaux moteurs de croissance économique pour l'île, ces activités (hors tourisme côtier) représentent 10,3% de la croissance du PIB et emploient environ 10 000 personnes (2023). Le gouvernement mauricien a pour ambition de **doubler son PIB bleu** pour atteindre 20% à moyen terme, tout en garantissant un développement socio-économique équilibré et respectueux de l'environnement.



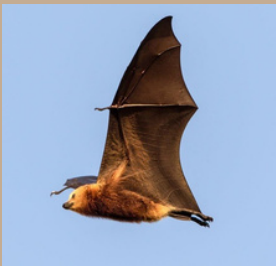
Ressource en eau

La ressource en eau constitue l'un des principaux enjeux de l'île, dans un contexte où une baisse de 12% des ressources en eau douce est attendue d'ici 2030. Cette eau est principalement consommée par l'industrie (hôtelière) et l'**agriculture** : la part d'eau consommée par l'agriculture représente 30% de l'eau utilisée sur l'île (2018). Sur une surface cultivable totale de 86 000 ha, 38% (soit 33 000 ha) sont irrigables et 25,6% (soient 22 000 ha) sont actuellement sous irrigation.

Port-Louis - Getty Images

LE SAVIEZ-VOUS ?

La roussette noire (*Pteropus niger*), chauve-souris frugivore de Maurice et espèce endémique des Mascareignes, est protégée à Maurice depuis 1983. L'espèce joue un rôle écologique clé pour la dissémination des espèces endémiques ainsi que pour la pollinisation. C'est la plus grande chauve-souris au monde et unique mammifère endémique de l'île.



Pteropus niger, Maurice - The Mauritian Wildlife Foundation





Cardinal de Maurice, Ile aux Aigrettes - Benirina Fabrice Davy, Varuna

INITIATIVES ENGAGÉES POUR LA BIODIVERSITÉ SUR LE TERRITOIRE

La **Mauritian Wildlife Foundation** (MWF) œuvre aux côtés du gouvernement mauricien depuis des décennies pour la préservation de trois oiseaux endémiques menacés principaux : la **perruche de Maurice** (*Psittacula eques*), la **crécérelle de Maurice** (*Mauritius Kestrel*) et le **pigeon rose** (*Nesoenas mayeri*). Leur déclin est dû à la destruction des forêts, la prédation par des espèces introduites (chats, rats, singes) et la concurrence avec des espèces d'oiseaux envahissantes. Grâce à diverses actions de conservation (élevage en captivité, réintroduction, gestion des nids, alimentation complémentaire, contrôle des prédateurs), leur situation s'est améliorée, menant à un **changement de leur statut sur la Liste rouge de l'UICN**.

Dans cette même dynamique de protection de la faune et de la flore mauriciennes, l'entreprise **CIEL Group** collabore depuis 2007 avec le gouvernement mauricien à travers son entité Ferney Ltd. Ce projet a permis de protéger 200 hectares de forêt, de replanter 35 000 plantes endémiques et de réintroduire 200 oiseaux, dont des espèces menacées comme le pigeon rose, la crécerelle de Maurice et la perruche de Maurice. Il bénéficie du soutien de la Mauritian Wildlife Foundation, du PNUD et du CEPF.

LA GOUVERNANCE RELATIVE AUX ENJEUX DE BIODIVERSITÉ



Quelles approches en matière de gouvernance nationale ?

La gouvernance de la biodiversité à Maurice repose sur un cadre législatif et institutionnel défini par la **Loi sur la protection de l'environnement** de 1991, qui établit les bases de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles. Plusieurs textes législatifs complètent ce cadre, notamment la Loi sur la pêche et les ressources marines (1998), la Loi sur la faune et les parcs nationaux (1993) et la Loi sur les forêts et les réserves (1983), régissant la protection des écosystèmes terrestres et marins.

Les questions environnementales sont principalement gérées par le ministère de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du Changement climatique, qui administre les **études d'impact environnemental (EIA)**, un outil clé pour encadrer les projets de développement, en particulier dans les zones sensibles, et atténuer leurs effets négatifs. Toutefois, la conservation de la biodiversité terrestre relève du ministère de l'Agro-Industrie, tandis que la gestion des ressources marines et côtières est sous la responsabilité du ministère de l'Économie bleue, des ressources marines, de la pêche et du transport maritime.

L'île de Rodrigues, dotée d'une gouvernance spécifique, est placée sous l'autorité de l'**Assemblée régionale**, où les questions environnementales sont gérées par le Commissaire en charge de l'agriculture, de l'environnement, de la pêche et des parcs marins. Cependant, les décisions liées aux études d'impact environnemental (EIA) restent sous la compétence du gouvernement central.

Enfin, la mise en œuvre du **Plan d'action de la Stratégie nationale pour la biodiversité** (NBSAP) vise à renforcer la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles en alignant la réglementation sur des actions concrètes de protection des habitats et des espèces endémiques.



Quelles actions et engagements au niveau international ?

Le gouvernement mauricien est signataire de plusieurs conventions internationales sur la conservation, l'utilisation durable de la biodiversité et le partage équitable des bénéfices issus des ressources génétiques. Parmi elles figurent la **Convention RAMSAR** (1971) sur les zones humides, la **CITES** (1973) sur le commerce des espèces menacées, la Convention sur le patrimoine mondial (1972) et la **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques** (1992).

Le **Service des parcs nationaux et de la conservation**, sous le ministère de l'Agro-Industrie, est le **point focal national** pour plusieurs de ces conventions, dont la CITES, la Convention de Ramsar et l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie. Cette coordination a permis d'optimiser leur mise en œuvre en évitant les doublons.



Quels engagements et responsabilité des acteurs privés ?

Maurice compte près de **11 000 organisations bénévoles**, dont plusieurs centaines d'ONG, mais **peu sont dédiées à la conservation de la biodiversité** et à la protection de l'environnement. Le principal soutien financier des organisations de la société civile (OSC) provient du **Fonds de Responsabilité Sociétale des Entreprises** (RSE), instauré en 2009. Les entreprises rentables doivent y consacrer 2% de leur bénéfice annuel, dont 50 à 75% sont versés aux autorités, le reste pouvant financer des projets internes ou des ONG. Depuis 2015, les entreprises peuvent également créer une fondation pour gérer leur stratégie RSE.

En parallèle, plusieurs **taxes vertes** ont été mis en place, comme le Tourism Levy, le Conservation Fund, mais ces fonds sont encore peu alloués à des initiatives environnementales.

Plusieurs acteurs et **projets en cours** soutiennent la conservation et la durabilité, notamment :

- CEPF - Hotspot de Biodiversité de Madagascar et des îles de l'océan Indien (MADIO) ; *Projets sélectionnés en cours de mise en œuvre* ;
- Projet ExPloi (COI, AFD, FFEM) – pollution Plastique
- Varuna (AFD)
- RECOs (COI, AFD, FFEM)
- Fondation Odysseo (Le Morne notamment)
- Vallée de Ferney (Privé)
- Ebony Forest (Privé)
- ENL Bel Ombre (Privé)
- Mauritius Wildlife Foundation (plusieurs sites de projet)
- Switch Africa Green (UE - *projet sur les énergies renouvelables*) ;
- SUNREF – Sustainable Use of Natural Resources and Energy Finance
- Carbon Removal Projects – Orange Nature Fund ;



Canopée de l'île aux aigrettes et vue de la montagne du Lion - Benirina Fabrice Davy, Varuna

POUR ALLER PLUS LOIN

Ressources :

- Biotope et al. (2022) *Profil d'écosystème. Hotspot de Madagascar et des Îles de l'Océan Indien. Critical Ecosystem Partnership Fund*. 408 p.
- WWF Int (2017) *Relancer l'économie de l'Océan Indien occidental*.



Scannez ce QR code pour découvrir l'ensemble des études réalisées sur l'état des lieux de la biodiversité dans le Sud-Ouest de l'océan Indien
flipbook.capbusiness.io/biodiversite/

CONTACTS

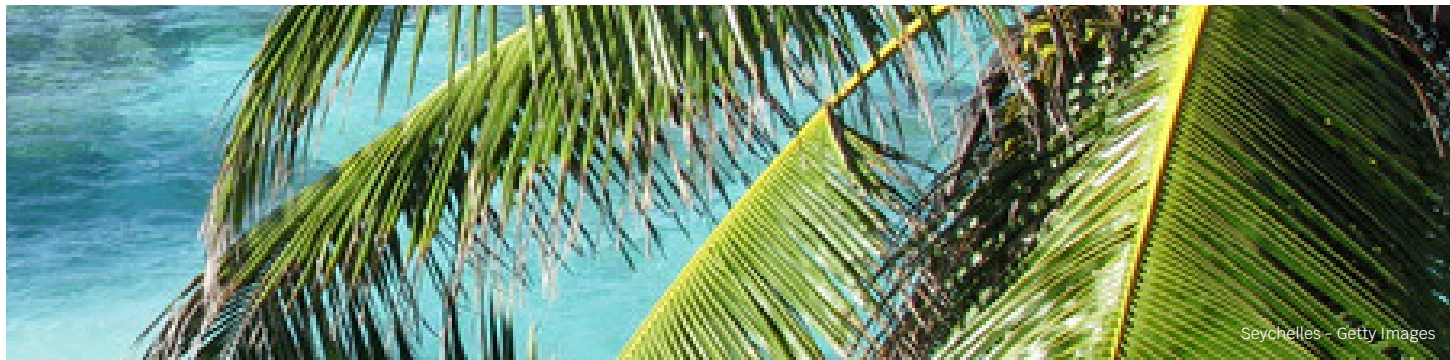
Fiche conçue et réalisée dans le cadre du projet "Business for Biodiversity" porté par Cap Business Océan Indien dans le cadre du Programme Varuna Biodiversité

Rédaction et conception : Julie Louvel, Marta Morin-Kasprzyk et Aude Mathieu (ACK International)

Pour plus d'informations, contactez biodiversite@capbusiness.io

RESSOURCES

... Pour aller plus loin



RÉFÉRENCES RÉGIONALES

Biodiversité

- CEPF, Groupement Conservation International – BIOTOPE – Missouri Botanical Garden – ASITY Madagascar ; Dec 2022 ; Hotspot de Madagascar et des Îles de l'Océan Indien, Profil d'écosystème
- Hiérarchisation des facteurs de perte de la biodiversité : <https://www.iucnredlist.org/search/stats>
- WWF Int ; 2017, Relancer l'économie de l'Océan Indien occidental
- Convention de Nairobi pour la Protection, la Gestion et la Mise en valeur du Milieu Marin et Côtier de la Région de l'Océan Indien Occidental. 11^{ème} réunion. Août 2024.
- Biodiversité endémique insulaire face aux changements globaux : état des lieux dans un contexte de conservation. Biodiversité et Ecologie. Université Paris Saclay (COmUE), 2019. Camille Leclerc.
- Liste régionale des plantes invasives des îles de la zone sud-ouest de l'Océan Indien : phase 1 du programme EPBIO OI. 2017. Cirad
- La Liste rouge des espèces menacées en France – Coraux constructeurs de récifs de La Réunion, de Mayotte et des îles Éparses. 2020. UICN, OFB, Muséum nationale d'histoire naturelle.

Données socio-économiques

- <https://donnees.banquemondiale.org/pays/> (2023)
- <https://www.banquemondiale.org/fr/country/xxx/overview>
- Base de données IDH 2023
- Rapport sur le développement humain 2020 PNUD
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SC/indicateurs-et-conjoncture>
- <https://www.commissionoceanindien.org/nos-plateformes/economie-bleue/>
- Plan d'action régional sur l'économie bleue de la Commission de l'Océan Indien. Mars 2021. Commission de l'Océan Indien.
- Indian Ocean Factsheet. Communicating the Economic and Social Importance of Coral Reefs for Indian Ocean countries. ICRI

Engagements internationaux

- Convention sur la Diversité Biologique <https://dev-chm.cbd.int/secretariat?lg=fr>
- <https://www.ramsar.org/fr>
- <https://cites.org/eng>
- <https://unfccc.int/resource/docs/convkp/convfr.pdf>
- <https://whc.unesco.org/fr/convention/>

RÉFÉRENCES SPÉCIFIQUES TERRITORIALES



MADAGASCAR

Biodiversité

- Résumé du tableau de bord environnemental national – TBEN. Février 2019. Office national pour l'environnement.
- BioDev2030-Politiques publiques sectorielles & pression sur la biodiversité. Rapport d'analyse transversale + Secteur(s) : Pêche crevette. 2024. Altaï consulting
- BioDev2030 Fiches Sectorielles Madagascar. WWF Madagascar. 2022. Altaï consulting.
- BioDev2030 – Analyse des moteurs d'érosion de la biodiversité à Madagascar. Rapport d'analyse détaillé des filières de l'or, du maïs et de la pêche crevette industrielle et proposition de trajectoires et plans d'action. Mars 2022. WWF Madagascar.
- BioDev2030 – Résultats du processus de dialogue et des engagements à Madagascar. 2022. WWF Madagascar
- Le capital naturel de Madagascar. WWF Madagascar, Réseau NatCap. 2023 <https://www.natcap.mg/>
- Capital naturel et développement durable de Madagascar. Mai 2016. MEP, WAVES.
- 6^{ème} rapport national biodiversité – CBD
- Liste rouge des plantes vasculaires endémique de Madagascar ; 2011. Groupe des spécialistes des plantes de Madagascar.

Données socio-économiques

- Madagascar – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Janvier 2025
- PRERAD. L'Agriculture de Madagascar : évolution, chiffres clés et défis. Janvier 2023.

Stratégies nationales

- DECRET-2025-080-ESS-MECIE, Madagascar
- Politique de sauvegardes environnementales et sociales pour Madagascar et stratégie de Mainstreaming de cette politique. 2024.



MAURICE

Biodiversité

- National Biodiversity Strategy and Action Plan 2017-2025
- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.mauritian-wildlife.org/>
- <https://edbmauritius.org/fr/blue-economy>
- <https://ferney.mu/fr/blog/guide-des-oiseaux-endemiques-de-lile-maurice/>

Données socio-économiques

- Maurice – fiche Pays. BPI France – direction Evaluation, Etudes et Prospective. Novembre 2023
- PRERAD, 2020. L'Agriculture de Maurice : évolution, chiffres clés et défis
- ESA SoPACA Country Profile – Mauritius. 2020. IUCN
- Profil de la pêche par Pays – Maurice. 2015. FAO.



SEYCHELLES

Biodiversité

- 5^{ème} rapport national pour la CBD
- <https://www.capmad.com/fr/news/developpement-durable-fr/protection-des-ecosystemes-une-politique-pionniere-pour-le-carbone-bleu/>
- <https://macec.gov.sc/>
- <https://seyccat.org/#>

Données socio-économiques

- Fiches pays – Seychelles. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- PRERAD, 2020. L'Agriculture des Seychelles : évolution, chiffres clés et défis

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



COMORES

Biodiversité

- 6^{ème} rapport national pour la biodiversité – CBD. 2019
- Stratégie nationale et plan d'action pour la conservation de la diversité biologique. Déc. 2020. Ministère de la production et de l'environnement.
- Diversité des écosystèmes terrestres de La Grande Comores et invasion par les plantes introduites : état des lieux, régénération sur coulées de lave et comparaison avec les îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Thèse. Juillet 2021. Cirad, Université de la Réunion.
- Evaluation des ressources forestières mondiales – Comores. 2020. FAO
- Changements de la couverture forestière dans l'île d'Anjouan entre 1995 et 2014. Spatial Analysis and GEomatics conference, SAGEO 2015, Nov 2015, Hammamet, Tunisie. Guy Boussougou Boussougou, Yao Télesphore Brou, Ibrahim Mohamed

Données socio-économiques

- Fiches pays – Comores. Repères économiques. Avril 2024. MEAE – Direction de la diplomatie économique.
- Status Report: Marine ecosystems, fisheries and socio-economic context of Anjouan, Comoros. Feb 2018. Blue Ventures.
- Ecosystèmes marins, pêche et contexte socio-économique d'Anjouan. Mai 2018. Dahari, Blue Ventures.
- 2030 Plan Comores Emergent



RÉUNION

Biodiversité

- La biodiversité à la Réunion à travers 20 indicateurs. 2017. DEAL Réunion
- Malgré les efforts de protection, la biodiversité est de plus en plus menacée. Octobre 202. Insee Analyses La Réunion n° 64.
- Réunion – Espèces exotiques envahissantes. 2019. Agence française pour la biodiversité.

Données socio-économiques

- PRERAD, 2020. L'Agriculture de la Réunion : évolution, chiffres clés et défis
- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).

Stratégies nationales

- Stratégie réunionnaise pour la biodiversité 2013-2020. Direction régionale de l'environnement.
- Stratégie nationale pour les aires protégées 2030.



MAYOTTE

Biodiversité

- Proposition pour une Stratégie biodiversité en vue d'un développement durable de Mayotte. 2013. UICN Comité français
- Flore menacée de l'île de Mayotte : importance patrimoniale et enjeux de conservation. Revue d'écologie, 2012, Sup11, pp.15-28. Fabien Barthelat, Guillaume Viscardi.

Données socio-économiques

- Rapport annuel économique. 2023. Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM)
- Profil d'écosystème Océan Indien Mayotte. Oct 2016. Initiative européenne BEST et consortium BEST II (financements UE).